MOSTAGANEM

Deux occupants d'une charette fauchés par un bus

La semaine dernière, deux personnes âgées respectivement de 50 et 55 ans, à bord d'une charrette à traction animale, ont été heurtées de plein fouet par un bus de voyageurs dans le sens de la circulation du chemin de wilaya menant au marabout de Sidi Lakhdar.

Les deux victimes sont mortes sur le coup ainsi que le cheval qui tractait la charrette.

Une enquête a été ouverte afin de définir les circonstances de ce drame.

A. B.

Arrestation de deux présumés chefs de passeurs

Considérés comme étant des plus performants passeurs en activité sur le littoral mostaganémois, trois passeurs dont l'un demeure en fuite soupçonnés d'avoir organisé plusieurs expéditions d'immigration clandestine ont été arrêtés par la sûreté de Mazagran.

Ces passeurs ont été identifiés grâce aux interrogatoires des gardes-côtes et des services de sécurité. Ils auraient subtilisé 10 millions de cts au titre du prix de l'expédition par personne.

Leur dernière opération remonte au mois de novembre dernier où 30 clandestins ont essayé de regagner les côtes ibériques mais bon nombre d'entre eux ont péri en mer.

Déférés devant la justice mardi dernier sous le chef d'inculpation de mise en danger de vie d'autrui et de tentative d'émigration clandestine, les deux passeurs ont été écroués.

A. B.

AÏN-TÉMOUCHENT

Saisie de 30 kg de kif à Bouzedjar

Les gardes-côtes de Bouzedjar, dans la wilaya d'Aïn-Témouchent, ont réussi, ce vendredi matin, à saisir une importante quantité de kif traité soit 30 kg dissimulés dans des caisses en plastique, à environ 8 km du large .

La quantité de kif traité, selon notre source, a été découverte près de la zone Cap Figalo Nord.

Le mauvais temps qui a sévi ces derniers jours dans la région a peut-être conduit à ce que cette quantité de drogue soit rejetée par la mer.

Il est utile de noter que l'année dernière, plus de 150 kg ont été récupérés de la même manière à travers les différentes plages de la wilaya de Aïn-Témouchent qui compte un littoral long de 80 km.

S. B.

ANNABA

Près de 10 000 logements en chantier

Dans le but de booster la multitude de chantiers de quelque 9 846 logements publics locatifs (LPL) sur un programme de 29 700 logements pour le quinquennat 2010/2014, relevant uniquement de l'OPGI, destinés aux demandeurs et pour la résorption de l'habitat précaire (RPH), le wali de Annaba, Mohamed Ghazi, y a effectué une visite d'inspection.

Durant toute la journée de mardi, le wali a pris connaissance de l'avancement des travaux au sein des différents chantiers dont certains présentent un taux appréciable. Il a insisté sur le respect des délais de réalisation mais aussi de la qualité des logements.

«Les besoins sont immenses. Ils se sont accumulés des années durant. C'est pourquoi il nous faut relever la cadence pour satisfaire le maximum de demandeurs», n'a cessé de répéter à chaque halte le wali. Il sera ainsi de la cité du 1er-Mai à la cité Chabia en passant par la localité de Kherraza et Oued Zied (commune d'El-Bouni), ou celle de Kalitoussa (Berrahal) où est lancé par une entreprise chinoise et d'autres nationales un méga-projet de 5 720 logements. Le choix de ces sites pour loger les demandeurs de la ville de Annaba est devenu incontournable en raison de la saturation du portefeuille foncier du chef-lieu de wilaya, d'où le recours aux autres communes, telles Ain Berda, Sidi Amar, El Bouni, Treat, Berrahal, Chetaïbi.

En dépit des nombreuses opérations d'attribution de logements publics locatifs (LPL) dans le cadre des recasements, résorption de l'habitat précaire et au profit des demandeurs, les protestations pour le logement n'ont pourtant pas cessé. En effet, depuis l'indépendance, Annaba n'a jamais connu un aussi important nombre de logements attribués et occupés que lors de ces deux dernières années, notamment l'année 2011 qui vient de s'écouler.

Certes, parmi les mécontents se trouvent des personnes méritantes, mais ces dernières n'ont jamais utilisé la violence pour réclamer un droit reconnu par la Constitution. Malgré leur situation précaire, ils sont plus enclins à la retenue. Ils sont aux antipodes de ceux qui font le plus de bruit, voire du grabuge par le recours à la fermeture des routes, créent un climat de psychose et empêchent leurs concitoyens de vaquer à leurs occupations. Ce qui constitue de graves entraves pour certains, à l'exemple de malades devant être acheminés vers des urgences hospitalières. Selon des sources crédibles, les protestations de ces dernières semaines seraient le fait de certains manipulateurs qui agissent au profit de personnes visant un fauteuil à la chambre basse du Parlement — les législatives sont très proches. Ces personnes n'hésitent plus à tout entreprendre pour arriver à leurs fins. On y trouve même parmi eux des anciens du parti dissous.

Les adeptes de la casse se recrutent aussi parmi ceux qui font du bénéfice avec les logements. Une enquête ayant visé les protestataires a démontré que la majorité d'entre eux avait déjà bénéficié dans le passé de logement qu'ils ont cédé contre des centaines de millions pour revenir à la «case» départ et refaire une autre demande de logement. Il y a ceux qui sont attirés par la grande métropole de Annaba et qui viennent des wilayas limitrophes. Nouvellement installés sur le territoire de la wilaya, ils n'hésitent pas à protester plus fort que ceux originaires de cette ville et qui attendent depuis des décennies pour certains d'avoir un toit décent. Outre les 29 700 logements relevant de l'OPGI, il existe de nombreuses autres formules d'accès au logement (ruraux, publics aidés et promotionnels) mises en place par l'Etat.

A ce sujet, il convient de rappeler que la wilaya de Annaba a bénéficié dans ce cadre du quinquennat 2010/2014 de près de 60 000 logements en incluant ceux de la nouvelle ville de Draâ Erich, commune de Oued Aneb. Sur proposition des membres de l'APW, celle-ci portera le nom d'Edough.

Par ailleurs, lors d'une récente intervention, le wali de Annaba a fait état d'une demande adressée aux autorités centrales pour l'octroi d'un quota de logements supplémentaire qui sera destiné au recasement de ceux n'ayant pas été recensés en 2007 dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire.

A. Bouacha

BOUIRA

Grève illimitée au lycée 140-logements

Des faits graves se passent quotidiennement au niveau des établissements scolaires et les responsables du secteur ne semblent plus en mesure de répondre favorablement aux doléances des enseignants et des élèves.

Après les différentes grèves dont celle de plus de trois semaines menée par les enseignants du CEM 140-Logements à cause du manque de chauffage, voilà les enseignants du lycée du même quartier qui ont déclenché une grève illimitée mercredi dernier.

D'après un enseignant qui s'est présenté à notre bureau, la grève a été déclenchée après le silence radio de la part de la DE au sujet des problèmes que rencontrent les enseignants au niveau du lycée. Mardi, en plein cours, une vitre est partie en éclats.

Des jeunes délinquants qui rôdent à proximité du lycée se font un malin plaisir à bombarder les classes avec des pierres sans se soucier des conséquences de leurs gestes. Cet événement est le quatrième du genre en l'espace de deux mois. A chaque fois, c'est le même scénario : des vitres qui explosent brutalement. Et le résultat est toujours le même : une panique qui ressemble à celle qui suit un tremblement de terre avec des élèves qui sortent en criant et en pleurant.

Mardi, après cet acte et tout le désordre qui s'en est suivi, les enseignants ont avisé le directeur de l'éducation mais celui-ci, comme pour les fois précédentes, n'avait pas cru utile de se déplacer sur les lieux. De fait, les enseignants exacerbés par ce mépris qui ne dit pas son nom ont décidé d'entamer une grève illimitée jusqu'à ce que tous les problèmes que le lycée endure depuis son inauguration, il y a de cela quatre ans, soient réglés.

Ils exigent la construction d'un mur de clôture, le renforcement des agents de sécurité au niveau du lycée, la réalisation de filets métalliques devant les fenêtres et, enfin, le déplacement de l'arrêt des bus dont les ronflements de moteurs et les cris des voyageurs gênent énormément la scolarité des enfants.

Y. Y.

BLIDA

Une commission du ministère de l'Éducation pour étudier les revendications des enseignants

Alors que la coordination des associations des parents d'élèves de la wilaya de Blida a exigé la cessation de la grève des enseignants du secondaire, une commission du ministère de l'Education nationale est arrivée tard dans la journée de lundi dernier pour étudier les revendications de ces enseignants en grève depuis plus de 10 jours, avons-nous appris de sources proches du bureau du Cnapest à Blida.

Une rencontre de cette commission avec le bureau du Cnapest a eu lieu et un rapport circonstancié contenant les raisons qui ont obligé ce syndicat à décider de la grève leur a été remis, nous dit-on.

Parmi ces revendications, le remplacement de l'actuelle responsable des paiements au niveau de la direction de l'éducation de la wilaya de Blida. La deuxième exigence est la régularisation des retards en matière de paiement des différentes primes et autres heures supplémentaires.

Il est à noter que les enseignants grévistes ont observé, lundi dernier, un sit-in devant le siège de la wilaya de Blida d'où ils ont fait parvenir à qui de droit leur plateforme de revendications. Ils ont également demandé au wali d'intervenir auprès de leur tutelle pour faire aboutir leurs doléances.

Les enseignants grévistes, nous affirme-t-on, mettront fin à leur débrayage dès que la tutelle leur rendra une réponse positive quant à leurs revendications.

M. B.

IL TUE À CAUSE D'UN DIFFÉREND DE PARTAGE D'ARGENT VOLÉ

Le présumé auteur et ses complices arrêtés à Oued El Alleug

Les éléments de la brigade de gendarmerie de Oued El Alleug, à 10 kilomètres au nord de Blida, viennent d'arrêter le présumé auteur du crime perpétré, il y a quelques jours, sur un jeune homme de 26 ans et jeté dans une ferme à Oued El Alleug.

Selon le rapport du médecin légiste, la victime qui présentait des traces de tortures, a été tuée de huit balles de fusil de chasse et avait les doigts et orteils coupés lors de sa découverte.

Cependant, l'analyse du sang de la victime a permis aux enquêteurs de l'identifier. Il s'agit de T. A., 26 ans et demeurant à Haouch Mertane, dans la commune de Blida. L'interrogatoire de ses parents avait fait savoir que depuis que T. A. avait quitté le domicile familial avec ses quatre amis, il n'a plus donné signe de vie. Interrogés à leur tour, ces derniers avoueront l'avoir assassiné en raison d'un différend de partage d'argent volé. Et c'est son ami B. A., 24 ans qui était chargé par le groupe de le surveiller et de le liquider.

Le crime a eu lieu dimanche dernier sur la RN8, entre Attatba et Blida. Les perquisitions effectuées dans les domiciles des présumés assassins révèleront l'existence de plusieurs armes blanches, des objets volés et des cartouches pour fusil de chasse.

Présentés jeudi dernier devant le procureur de la République du tribunal d'El Affroun, les mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt.

M. B.

Saisie de 27 kilogrammes de kif traité à Ouled Yaïch

Les éléments de la brigade de recherches et d'investigation de la Sûreté de la wilaya de Blida a, en collaboration avec ceux de la police judiciaire de la Sûreté de la daïra de Ouled Yaïch, saisi, jeudi dernier, plus de 27 kg de kif traité dans une maison à Haï Benamor, à Ouled Yaïch, commune distante de 7 km de Blida. L'opération a été déclenchée suite à l'arrestation de plusieurs dealers à Boufarik et la saisie de 8 kg de résine de cannabis dans le domicile de l'un de ces derniers. L'assaut donné dans la maison située à Haï Benamor s'est soldé par la découverte de 27 kg de kif ainsi que de 34 millions de centimes.

H. M.